

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 780

[C - 99/27209]

**25 FEVRIER 1999. — Décret relatif aux subventions
octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement peut octroyer des subventions relatives à certains investissements d'intérêt public en matière d'infrastructures sportives.

Les infrastructures sportives sont des installations immobilières destinées à encourager et accueillir la pratique du sport ainsi que toute activité ludique initiant à la pratique sportive.

Les investissements visés à l'alinéa 1^{er}, concernent :

- 1° la construction, l'extension, la rénovation, l'acquisition d'une installation immobilière;
- 2° l'acquisition du premier équipement sportif, nécessaire au fonctionnement de l'installation immobilière visée au 1°, à l'exclusion du matériel d'entretien;
- 3° la construction ou l'aménagement de cafétérias et buvettes.

Le Gouvernement arrête :

- 1° la nature, la destination ou l'usage des investissements visés à l'alinéa 1^{er} et susceptibles d'être subventionnés;
- 2° les conditions d'octroi, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir concernant :
 - a) le dossier technique visé à l'article 7;
 - b) le projet d'investissement visé à l'article 11 et le dossier technique visé à l'article 12;
 - c) le dossier relatif à l'attribution du marché visé à l'article 14;
- 3° les modalités de calcul de la subvention, en distinguant selon qu'il s'agit d'une petite infrastructure, d'une grande infrastructure ou d'une infrastructure spécifique de haut niveau.

Art. 3. § 1^{er}. Peuvent bénéficier de la subvention pour les petites infrastructures :

- 1° a) les provinces;
- b) les communes;
- c) les associations de communes;
- d) les régies autonomes;
- 2° les groupements sportifs qui ne sont pas constitués en sociétés commerciales, ainsi que les associations sans but lucratif gérant des bâtiments et complexes sportifs, propriétés des personnes morales énumérées au 1°, pour autant qu'ils soient titulaires d'un droit à la jouissance d'un terrain ou d'un local qui permette la pratique d'au moins un sport, pour une durée minimale de vingt ans, prenant cours à dater de l'introduction de la demande d'octroi de subvention.

§ 2. Les provinces, les communes, les associations de communes et leurs régies autonomes peuvent bénéficier de la subvention pour les grandes infrastructures et les infrastructures spécifiques de haut niveau.

CHAPITRE II. — Des subventions

Section Ire. — Des petites infrastructures

Art. 4. Le taux de la subvention est de 50 % pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à cinq millions de francs hors T.V.A. et frais d'acte.

En cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition, qui ne peut excéder l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du comité d'acquisition d'immeubles, déduction faite de la valeur du terrain.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention comprend :

- 1° le coût des travaux ou des matériaux mis en œuvre, admis à la subvention;
- 2° les frais de location du matériel nécessaire à la réalisation des travaux envisagés.

Pour les dossiers introduits par les communes et leurs régies autonomes, le taux visé à l'alinéa 1^{er} est porté à 85 % pour les installations qui ont pour objet de définir un espace sportif dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous.

Art. 5. Pour les cafétérias et les buvettes, le montant de l'investissement pouvant être subventionné est limité :

1° au tiers, plafonné à sept cent cinquante mille francs hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à l'acquisition, à l'extension ou à la rénovation de l'installation immobilière;

2° au tiers, plafonné à un million de francs hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à la construction de l'installation immobilière.

Art. 6. La subvention est calculée sur le montant de l'investissement majoré de la T.V.A., des frais généraux et des révisions contractuelles calculées en application de l'article 13 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage, le montant des frais généraux est fixé forfaitairement à 5 % du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Art. 7. Le demandeur soumet son dossier technique à l'accord du Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les nonante jours ouvrables de la réception du dossier technique au complet.

La notification par le Gouvernement de son accord sur le projet vaut promesse ferme d'octroi de la subvention.

La notification visée à l'alinéa précédent confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées sont remplies.

Hors les cas de révisions contractuelles, l'intervention financière de la Région ne peut être revue à la hausse après la notification de la promesse ferme.

Section 2. — Des grandes infrastructures

Art. 8. Le taux de la subvention est de 60 % pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont supérieurs à cinq millions de francs hors T.V.A. et frais d'acte.

En cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition, qui ne peut excéder l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du comité d'acquisition d'immeubles, déduction faite de la valeur du terrain.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention comprend :

- a) le coût des travaux ou des matériaux mis en œuvre, admis à la subvention;
- b) les frais de location du matériel nécessaire à la réalisation des travaux envisagés.

Art. 9. Pour les cafétérias et les buvettes, le montant de l'investissement pouvant être subventionné est limité :

1° au tiers, plafonné à un million cinq cent mille francs hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à l'acquisition, à l'extension ou à la rénovation de l'installation immobilière;

2° au tiers, plafonné à deux millions de francs hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à la construction de l'installation immobilière.

Art. 10. La subvention est calculée sur le montant de l'investissement majoré de la T.V.A., des frais généraux et des révisions contractuelles calculées en application de l'article 13 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage, le montant des frais généraux est fixé forfaitairement à 5 % du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Art. 11. Le demandeur soumet son projet d'investissement à l'accord de principe du Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les trente jours ouvrables de la réception du projet complet. Il peut, par décision motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai, proroger celui-ci une seule fois pour un nouveau délai de trente jours ouvrables au maximum.

Art. 12. Après la notification de l'accord de principe, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier technique dans les douze mois faisant suite à cette notification. Passé ce délai, l'accord de principe devient caduc.

Lorsqu'il approuve le dossier technique, le Gouvernement fixe le montant maximum des investissements pouvant être subventionnés.

Le Gouvernement statue dans les nonante jours ouvrables de la réception du dossier technique complet.

Art. 13. La notification au demandeur, par le Gouvernement, de l'approbation du dossier technique vaut promesse ferme d'octroi de la subvention.

La notification visée à l'alinéa 1^{er} confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées sont remplies.

Art. 14. Dans les six mois à dater de la notification de la promesse ferme visée à l'article 13, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier complet relatif à l'attribution du marché.

La promesse ferme, visée à l'article 13, devient caduque à l'expiration de ce délai.

Le Gouvernement notifie au demandeur le montant rectifié de la subvention, sur base de l'offre approuvée et du montant subsidiable visé à l'article 12, actualisé à la date de l'ouverture des offres.

Hors les cas de révisions contractuelles, l'intervention financière de la Région ne peut être revue à la hausse après la notification de la promesse ferme, visée à l'article 13.

Art. 15. Aucune subvention ne peut être accordée pour l'acquisition du bien immobilier ayant préalablement fait l'objet d'un contrat de location-vente, de crédit-bail, de promotion ou d'un contrat de préfinancement si ce contrat n'a, avant sa conclusion, reçu un accord de principe du Gouvernement.

L'accord de principe visé à l'alinéa 1^{er} a pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constitue nullement un engagement ferme d'intervention.

Art. 16. Le Gouvernement peut, pour les investissements relatifs aux travaux de construction, d'extension ou de rénovation spécifiquement destinés à rendre les installations immobilières conformes aux normes de sécurité et de lutte contre l'incendie, autoriser le demandeur à utiliser la procédure relative aux petites infrastructures.

Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe et pour les investissements relatifs à des travaux d'entretien urgents et indispensables à la conservation des installations immobilières, autoriser le demandeur à utiliser la procédure relative aux petites infrastructures.

L'autorisation visée aux alinéas 1^{er} et 2 est prise sur la base d'une demande motivée.

Section 3. — Des infrastructures spécifiques de haut niveau

Art. 17. Sont considérées comme infrastructures spécifiques de haut niveau, d'une part, les installations immobilières spécialement conçues pour organiser des manifestations sportives de niveaux national et international et qui assurent aux sportifs et aux spectateurs des conditions d'accueil et de sécurité optimales, dans le respect du cahier des charges imposé par les organisateurs et les instances compétentes en matière de sécurité et, d'autre part, des infrastructures spécifiques d'accueil exclusivement réservées aux sportifs de haut niveau ou à l'éducation du sportif en vue de sa formation pour atteindre le haut niveau.

Art. 18. Le taux de la subvention est de 60 % pour les investissements relatifs à des acquisitions et à des travaux de construction, d'extension ou de rénovation.

Art. 19. Pour les cafétérias et les buvettes, le montant de l'investissement pouvant être subventionné est limité au tiers des investissements visés à l'article 18.

Art. 20. La procédure relative aux grandes infrastructures est applicable aux demandes de subvention concernant des infrastructures spécifiques de haut niveau, les modalités de calcul de la subvention étant adaptées à la spécificité de ces installations.

Section 4. — Dispositions communes

Art. 21. Le Gouvernement peut fixer un plafond au montant total des dépenses subsidiées relatif à un projet déterminé.

Art. 22. Des avances sur le montant de la subvention peuvent être payées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 23. Les travaux et acquisitions réalisés avant la notification de la promesse ferme sont exclus de la subvention.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement, sur base d'une demande motivée, pour permettre la réalisation urgente d'opérations, sans attendre l'accord ferme visé aux articles 7 et 13.

Ces dérogations ont pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constituent nullement un engagement ferme d'intervention.

Art. 24. Dès l'octroi de la subvention, la Région peut faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 25. Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, l'allocataire qui ne maintient pas l'affectation du bien telle que définie dans la demande d'octroi de subvention pendant une durée minimale de quinze ans. Le remboursement se fait au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

Tout ou partie de subvention non justifiée pourra être récupéré sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à l'allocataire sur base du présent décret.

Art. 26. Les montants prévus par le présent décret varient annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPTIRE III. — Dispositions finales

Art. 27. Sont abrogés :

1° le décret de la Communauté culturelle française du 20 décembre 1976 réglant l'octroi de subventions à certains travaux concernant les installations sportive, modifié par le décret du Conseil de la Communauté française du 5 novembre 1986 et par le décret du Conseil régional wallon du 17 décembre 1997;

2° le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française, en ce qu'il concerne les compétences transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 3, 1°, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

3° à l'article 2, c., de l'arrêté royal du 22 février 1974 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructures culturelle et sportive exécutés par les provinces, communes, agglomérations, fédérations et associations de communes et les Commissions de la Culture de l'agglomération bruxelloise, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 septembre 1991 confirmé par le décret-programme du Conseil de la Communauté française du 26 juin 1992 et modifié par ce dernier, les mots « de centres sportifs et de récréation, de plaines de jeux, de bassins de natation, de salles de sport, d'auberges de jeunesse, de pistes de ski, de lacs et de plages artificiels et de toutes installations destinées à la récréation, au sport et à la vie en plein air, pour autant qu'il ne s'agisse pas de bâtiments somptueux ou d'installations de luxe, ainsi que »;

4° l'arrêté royal du 1^{er} avril 1977 portant exécution du décret de la Communauté culturelle française du 20 décembre 1976 réglant l'octroi de subventions à certains travaux concernant les installations sportives.

Art. 28. Les dossiers introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent régis par les anciennes procédures.

Art. 29. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 439 (1998-1999), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 24 février 1999. Discussion. — Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 780

[C - 99/27209]

25 FEBRUARI 1999. — Decreet houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De Regering kan subsidies toekennen voor bepaalde investeringen van algemeen nut inzake sportinfrastructuur.

Onder sportinfrastructuur worden onroerende installaties verstaan die sportbeoefening alsmede iedere spelactiviteit met het oog op het vertrouwd maken met sportbeoefening mogelijk maken en aanmoedigen.

De in het eerste lid bedoelde investeringen betreffen :

1° de bouw, de uitbreiding, de renovatie, de aankoop van een onroerende installatie;

2° de aankoop van de eerste sportuitrusting die nodig is voor de werking van de in 1° bedoelde onroerende installatie, met uitzondering van het onderhoudsmateriaal;

3° de bouw of inrichting van cafetaria's en kantines.

De Regering bepaalt :

1° de aard, de bestemming of de aanwending van de in het eerste lid bedoelde investeringen waarvoor subsidies verleend kunnen worden;

2° de voorwaarden voor de toekenning, de procedure voor de indiening van aanvragen en de lijst van te bezorgen documenten met betrekking tot :

a) het in artikel 7 bedoelde technisch dossier;

b) het in artikel 11 bedoelde investeringsontwerp en het in artikel 12 bedoelde technisch dossier;

c) het dossier inzake de gunning van de in artikel 14 bedoelde opdracht;

3° de berekeningswijze van de subsidie met een onderscheid tussen kleine infrastructuur, grote infrastructuur of specifieke topinfrastructuur.

Art. 3. § 1. Voor de kleine infrastructuur komen de volgende instanties in aanmerking voor een subsidie :

- 1° a) de provincies;
- b) de gemeenten;
- c) de verenigingen van gemeenten;
- d) de autonome gemeente- of provinciebedrijven;

2° de sportverenigingen die niet als handelsvennootschappen zijn opgericht alsmede de verenigingen zonder winstoogmerk die sportgebouwen en -hallen beheren, welke de eigendom zijn van de in 1° vermelde rechtspersonen, voor zover ze een genotrecht hebben op een grond of een lokaal voor de beoefening van ten minste één sport voor een minimumduur van twintig jaar, en dat ingaat op de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend.

§ 2. Aan de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, en hun autonome bedrijven kan een subsidie worden toegekend voor grote infrastructuur of specifieke topinfrastructuur.

HOOFDSTUK II. — *Subsidies*

Afdeling 1. — Kleine infrastructuur

Art. 4. Het percentage van de subsidie bedraagt 50 % voor de investeringen bestemd voor onroerende installaties en die minder bedragen dan of gelijk zijn aan vijf miljoen BF, exclusief BTW en kosten van de akte.

In geval van aankoop stemt het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de subsidie overeen met de aankoopprijs die niet hoger kan zijn dan de schatting van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het comité voor de aankoop van onroerende goederen, na aftrek van de waarde van de grond.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie zijn de volgende kosten begrepen in het bedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van de subsidie :

- 1° de kosten van de werken of van de gebruikte bouwstoffen, die in aanmerking komen voor de subsidie;
- 2° de huurkosten van het materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de geplande werken.

Voor de dossiers die door de gemeenten en hun autonome bedrijven worden ingediend, wordt het in het eerste lid bedoelde percentage gebracht op 85 % voor de installaties die de ontwikkeling van een sportruimte beogen in het kader van een project voor buurtwerk dat voor iedereen toegankelijk is.

Art. 5. Voor de cafetaria's en kantines wordt het investeringsbedrag dat voor een subsidie in aanmerking kan komen, beperkt tot :

1° één derde, met een maximumbedrag van zevenhonderd vijftigduizend BEF, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de bouw, de uitbreiding of de renovatie van de onroerende installatie;

2° één derde, met een maximumbedrag van één miljoen BEF, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de bouw van de onroerende installatie.

Art. 6. De subsidie wordt berekend op grond van het investeringsbedrag, vermeerderd met BTW, algemene kosten en in de overeenkomst bepaalde herzieningen die berekend worden krachtens artikel 13 van de algemene aannemingsvoorwaarden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Indien een ontwerper niet als bouwheer optreedt, wordt het bedrag van de algemene kosten forfaitair bepaald op 5 % van het investeringsbedrag dat in aanmerking komt voor de toekenning van de subsidie.

Art. 7. Het technisch dossier wordt door de aanvrager aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

De Regering beslist binnen negentig werkdagen na ontvangst van het volledig technisch dossier.

De kennisgeving door de Regering van haar instemming met het ontwerp geldt als vaste belofte voor de toekenning van de subsidie.

De in het vorige lid bedoelde kennisgeving geeft een subjectief recht aan de betaling van de subsidie wanneer alle gestelde voorwaarden vervuld zijn.

Behalve de in de overeenkomst bepaalde herzieningen kan de tegemoetkoming van het Gewest niet verhoogd worden na kennisgeving van de vaste belofte.

Afdeling 2. — Grote infrastructuur

Art. 8. Het percentage van de subsidie bedraagt 60 % voor de investeringen bestemd voor onroerende installaties en die meer bedragen dan vijf miljoen BF, exclusief BTW en kosten van de akte.

In geval van aankoop stemt het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de subsidie overeen met de aankoopprijs die niet hoger kan zijn dan de schatting van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het comité voor de aankoop van onroerende goederen, na aftrek van de waarde van de grond.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie zijn de volgende kosten begrepen in het bedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van de subsidie :

- a) de kosten van de werken of van de gebruikte bouwstoffen, die in aanmerking komen voor de subsidie;
- b) de huurkosten van het materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de geplande werken.

Art. 9. Voor de cafetaria's en kantines wordt het investeringsbedrag dat voor een subsidie in aanmerking kan komen, beperkt tot :

1° één derde, met een maximumbedrag van één miljoen vijfhonderdduizend BF, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de bouw, de uitbreiding of de renovatie van de onroerende installatie;

2° één derde, met een maximumbedrag van twee miljoen BEF, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de bouw van de onroerende installatie.

Art. 10. De subsidie wordt berekend op grond van het investeringsbedrag, vermeerderd met BTW, algemene kosten en in de overeenkomst bepaalde herzieningen die berekend worden krachtens artikel 13 van de algemene aannemingsvoorwaarden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Indien een ontwerper niet als bouwheer optreedt, wordt het bedrag van de algemene kosten forfaitair bepaald op 5 % van het investeringsbedrag dat in aanmerking komt voor de toekenning van de subsidie.

Art. 11. Het investeringsontwerp wordt door de aanvrager aan de Regering voorgelegd die er principieel mee instemt.

De Regering beslist binnen dertig werkdagen na ontvangst van het volledig dossier. Na met redenen omklede beslissing die vóór het verstrijken van de termijn aan de aanvrager wordt medegedeeld, kan de Regering deze termijn met een niet-hernieuwbare periode van maximum dertig werkdagen verlengen.

Art. 12. Binnen twaalf maanden na kennisgeving van het principieel akkoord wordt het technisch dossier door de aanvrager aan de Regering overgemaakt. Na het verstrijken van deze termijn vervalt het principieel akkoord.

Wanneer de Regering het technisch dossier goedkeurt stelt ze het maximumbedrag van de investeringen vast waarvoor een subsidie verleend kan worden.

De Regering beslist binnen negentig werkdagen na ontvangst van het volledig technisch dossier.

Art. 13. De kennisgeving waarbij de goedkeuring van het technisch dossier door de Regering aan de aanvrager wordt medegedeeld, geldt als vaste belofte voor de toekenning van de subsidie.

De in het vorige lid bedoelde kennisgeving geeft een subjectief recht aan de betaling van de subsidie wanneer alle gestelde voorwaarden vervuld zijn.

Art. 14. Binnen zes maanden na de in artikel 13 bedoelde kennisgeving van de vaste belofte wordt het volledig dossier inzake de gunning van de opdracht door de aanvrager aan de Regering overgemaakt.

Na het verstrijken van deze termijn vervalt de in artikel 13 bedoelde vaste belofte.

De Regering deelt de aanvrager het gewijzigde bedrag van de subsidie mede op grond van de goedgekeurde offerte en van het in artikel 12 bedoelde bedrag dat voor een subsidie in aanmerking kan komen en dat op de dag van de opening van de offertes is aangepast.

Behalve de in de overeenkomst bepaalde herzieningen kan de tegemoetkoming van het Gewest niet verhoogd worden na de kennisgeving van de in artikel 13 bedoelde vaste belofte.

Art. 15. Een subsidie mag niet worden toegekend voor de aankoop van het onroerend goed waarvoor een huurkoop-contract, leasing-overeenkomst, een promotie-overeenkomst of een prefinancieringscontract vooraf werd gesloten indien de Regering vóór het sluiten van deze overeenkomst er niet principieel mee ingestemd heeft.

Het in het eerste lid bedoelde principieel akkoord heeft tot doel het recht op subsidies te behouden, maar vormt geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

Art. 16. Voor de investeringen inzake bouw-, uitbreidings- of renovatiewerken die de conformiteit van de onroerende installaties met de veiligheids- en brandbestrijdingsnormen specifiek beogen, kan de Regering toestaan dat de aanvrager de procedure voor de kleine infrastructuur volgt.

De Regering kan onder de door haar gestelde voorwaarden en voor de investeringen bestemd voor dringende onderhoudswerken die noodzakelijk zijn voor de instandhouding van de onroerende installaties, toestaan dat de aanvrager de procedure voor kleine infrastructuur volgt.

De in het eerste en tweede lid bedoelde toestemming wordt op grond van een met redenen omklede aanvraag verleend.

Afdeling 3. — Specifieke topinfrastructuur

Art. 17. Als specifieke topinfrastructuur beschouwd worden enerzijds de onroerende installaties die speciaal ontworpen zijn voor sportmanifestaties op nationaal en international vlak, en die de sportlieden en toeschouwers optimale opvang- en veiligheidsnormen aanbieden met inachtneming van de voorwaarden die door de organisatoren en bevoegde instanties worden opgelegd inzake veiligheid, en anderzijds de specifieke opvanginfrastructuur die uitsluitend bestemd is voor topsportlieden of voor de opleiding van toekomstige topsportlieden.

Art. 18. Het percentage van de subsidie bedraagt 60 % voor de investeringen inzake aankopen en bouw-, uitbreidings- of renovatiewerken.

Art. 19. Voor de cafetaria's en kantines wordt het investeringsbedrag dat voor een subsidie in aanmerking kan komen, beperkt tot één derde van de in artikel 18 bedoelde investeringen.

Art. 20. De procedure voor de grote infrastructuur is van toepassing op de subsidieaanvragen voor specifieke topinfrastructuur waarbij de berekeningswijze van de subsidie aangepast wordt aan het specifiek karakter van deze installaties.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 21. De Regering kan een maximumbedrag vaststellen voor de gehele subsidiabele uitgaven met het oog op een bepaald ontwerp.

Art. 22. Voorschotten op het subsidiebedrag kunnen onder de door de Regering bepaalde voorwaarden betaald worden.

Art. 23. De werken en aankopen die vóór de kennisgeving van de vaste belofte uitgevoerd zijn, komen niet in aanmerking voor een subsidie.

Afwijkingen kunnen echter, op grond van een met redenen omklede aanvraag, door de Regering worden toegestaan met het oog op de dringende uitvoering van verrichtingen zonder op de in de artikelen 7 en 13 bedoelde vaste toestemming te moeten wachten.

Deze afwijkingen hebben tot doel het recht op subsidies te behouden maar vormen geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

Art. 24. Zodra de subsidie toegekend wordt, kan het Gewest de aanwending van de toegekende fondsen ter plaatse laten controleren.

Art. 25. De tegemoetkomingsgerechtigde die het goed vóór afloop van een termijn korter dan vijftien jaar voor een ander doel bestemt dan bepaald in de subsidieaanvraag, dient het subsidiebedrag onverwijld terug te betalen. De terugbetaling gebeurt in verhouding tot de jaren waarin de bestemming niet in acht is genomen.

De gehele of gedeeltelijke subsidie die ten onrechte wordt verleend, kan ingevorderd worden op de bedragen van iedere subsidie die later op grond van dit decreet aan de gerechtigde wordt toegekend.

Art. 26. De in dit decreet bepaalde bedragen worden jaarlijks aangepast naar gelang van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het basisindexcijfer is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 27. Opgeheven worden :

1° het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 1976 tot regeling van de toekenning van toelagen voor bepaalde werken aan sportinstallaties, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 5 november 1986 en bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 17 december 1997;

2° het decreet van 23 december 1988 tot instelling van de Hoge Raad voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens bij de Franse Gemeenschapsexecutieve wat betreft de bevoegdheden die naar het Waalse Gewest werden overgedragen krachtens artikel 3, 1°, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

3° in artikel 2, c. van het koninklijk besluit van 22 februari 1974 betreffende de staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken uitgevoerd door de provincies, gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten en de Commissies voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 september 1991, bevestigd bij het programma-decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 26 juni 1992 en daarbij gewijzigd, de woorden "sport- of vrijetijdscentra, speelpleinen, zwembaden, sportzalen, jeugdherbergen, skibanen, kunstmatige meren en strandbaden en van alle installaties bestemd voor recreatie, sport en openluchtlevens, voor zover het geen praalgebouwen of luxe-inrichtingen zijn, alsook";

4° het koninklijk besluit van 1 april 1977 tot uitvoering van het decreet van de Franstalige cultuurgemeenschap van 20 december 1976 houdende regeling van de toekenning van toelagen voor bepaalde werken aan sportinstallaties.

Art. 28. De dossiers die vóór de inwerkingtreding van dit decreet werden ingediend, blijven geregeld bij de voormalige procedures.

Art. 29. Dit decreet treedt in werking op 1 maart 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 439 (1998-1999), nrs. 1 tot en met 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 24 februari 1999. Bespreking. — Stemming.